

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Percé _____

Code géographique : 02005 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Dégarie, atteste la véracité du rapport financier

de Percé _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-05-06 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Percé qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie et de ses gains et perte de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Percé au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette), de ses flux de trésorerie et de ses gains et pertes de réévaluation pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Percé inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond, André, Grant, Thériault, S. G. N. - C. P. C.

(1)

(1) CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A113277

DATE 2014-05-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes					
1	3 725 000	3 658 981		3 658 981	3 669 571
2	469 100	461 023		461 023	463 892
3					
4	875 800	1 007 700		1 007 700	1 201 312
5	83 600	196 637		196 637	188 528
6	66 000	58 910		58 910	95 098
7	500				
8	77 000	146 389		146 389	142 404
9	3 000	9 156		9 156	
10	5 300 000	5 538 796		5 538 796	5 760 805
Investissement					
Taxes					
11					
12					
13		(151 174)		(151 174)	982 585
Autres revenus					
14					
15					
Contributions des promoteurs					
Autres					
16					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales					
17		(151 174)		(151 174)	982 585
18	5 300 000	5 387 622		5 387 622	6 743 390
Charges					
Administration générale	915 700	903 286	31 672	934 958	889 851
Sécurité publique	493 200	482 898	39 358	522 256	473 248
Transport	1 011 500	1 123 954	130 665	1 254 619	1 207 309
Hygiène du milieu	1 002 500	1 033 351	334 539	1 367 890	1 339 806
Santé et bien-être	13 500	22 535		22 535	15 571
Aménagement, urbanisme et développement	1 097 700	1 141 460	23 341	1 164 801	1 225 207
Loisirs et culture	129 000	143 004	27 958	170 962	159 260
Réseau d'électricité					
Frais de financement	111 500	119 250		119 250	86 330
Amortissement des immobilisations		587 533 (	587 533 (
28					
29	4 774 600	5 557 271		5 557 271	5 396 582
30	525 400	(169 649)		(169 649)	1 346 808
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	525 400	(169 649)	1 346 808
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	(151 174))	(982 585)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	525 400	(18 475)	364 223
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		587 533	557 293
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		587 533	557 293
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Remboursement de la dette à long terme	16			
	17 (	427 700)	(483 147)	(309 501)
	18	(427 700)	(483 147)	(309 501)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	40 000)	(4 888)	(65 367)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	57 700	145 280	110 046
Excédent de fonctionnement affecté	21	70 000	70 000	
Réserves financières et fonds réservés	22	(185 400)	(140 767)	(148 371)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(97 700)	69 625	(103 692)
	26	(525 400)	174 011	144 100
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		155 536	508 323

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		(151 174)	982 585
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	387 286)	(34 593)
Sécurité publique	3 (	)	1 860 319)	(2 639)
Transport	4 (	)	631 918)	(143 766)
Hygiène du milieu	5 (	)	773 684)	(4 475 307)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)	( 8 798)
Loisirs et culture	8 (	)	83 649)	(375 993)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	)	3 736 856)	(5 041 096)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		4 941 468	415 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	40 000	4 888	65 367
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		244 778	279 958
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		215 706	
	18	40 000	465 372	345 325
	19	40 000	1 669 984	(4 280 771)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	20	40 000	1 518 810	(3 298 186)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	1 365 700	1 509 216	1 424 898
Charges sociales	2	249 800	262 755	255 976
Biens et services	3	2 026 300	2 112 501	2 113 523
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	98 500	114 026	77 428
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	13 000	5 224	8 902
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	806 600	799 841	827 833
Autres	10	1 500	1 494	1 505
Autres organismes	11	83 500	92 938	82 948
Amortissement des immobilisations	12		587 533	557 293
Autres				
- Autres	13	129 700	25 681	35 455
- Mauvaises créances	14		46 062	10 821
-	15			
	16	4 774 600	5 557 271	5 396 582

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalisations 2013	2012
Revenus				
Taxes	1	3 725 000	3 658 981	3 669 571
Compensations tenant lieu de taxes	2	469 100	461 023	463 892
Quotes-parts	3			
Transferts	4	875 800	856 526	2 183 897
Services rendus	5	83 600	196 637	188 528
Imposition de droits	6	66 000	58 910	95 098
Amendes et pénalités	7	500		
Intérêts	8	77 000	146 389	142 404
Autres revenus	9	3 000	9 156	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	5 300 000	5 387 622	6 743 390
Charges				
Administration générale	12	915 700	934 958	889 851
Sécurité publique	13	493 200	522 256	473 248
Transport	14	1 011 500	1 254 619	1 207 309
Hygiène du milieu	15	1 002 500	1 367 890	1 339 806
Santé et bien-être	16	13 500	22 535	15 571
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 097 700	1 164 801	1 225 207
Loisirs et culture	18	129 000	170 962	159 260
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	111 500	119 250	86 330
	21	4 774 600	5 557 271	5 396 582
Excédent (déficit) de l'exercice	22	525 400	(169 649)	1 346 808
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		14 749 477	13 126 711
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		5 623	275 958
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		14 755 100	13 402 669
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		14 585 451	14 749 477

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	525 400	(169 649)	1 346 808
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ( ) (		3 736 856 ) (	5 041 096)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		587 533	557 293
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(3 149 323)	(4 483 803)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(9 131)	(5 606)
Variation des stocks de fournitures	9		22 747	25 310
Variation des autres actifs non financiers	10		(36 141)	27 636
	11		(22 525)	47 340
	12	525 400	(3 341 497)	(3 089 655)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	525 400	(3 341 497)	(3 089 655)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(4 896 293)	(2 082 596)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		5 623	275 958
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(4 890 670)	(1 806 638)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(8 232 167)	(4 896 293)

**ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	20	
Placements à long terme	21	
Autres	22	
-	23	
Montants reclassés dans l'état des résultats	24	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	416 209	318 378
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	1 858 752	2 368 999
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	20 200	20 200
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	2 295 161	2 707 577
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	3 225 875	4 485 619
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 314 458	1 124 746
Revenus reportés (note 12)	13	31 356	57 304
Dette à long terme (note 13)	14	5 955 639	1 936 201
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	10 527 328	7 603 870
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(8 232 167)	(4 896 293)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	22 730 040	19 580 717
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	29 091	19 960
Stocks de fournitures	20	11 425	34 172
Autres actifs non financiers (note 17)	21	47 062	10 921
	22	22 817 618	19 645 770
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	14 585 451	14 749 477
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24	14 585 451	14 749 477
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25		
	26	14 585 451	14 749 477

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(169 649)		1 346 808
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	587 533		557 293
Autres				
- Redressement surplus	3	5 623		275 957
	4			
	5	423 507		2 180 058
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	510 247		(632 900)
Autres actifs financiers	7			
Créditeurs et charges à payer	8	189 712		780 996
Revenus reportés	9	(25 948)		33 010
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			
Propriétés destinées à la revente	11	(9 131)		(5 606)
Stocks de fournitures	12	22 747		25 310
Autres actifs non financiers	13	(36 141)		27 636
	14	1 074 993		2 408 504
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15	(3 736 856 )	(	5 041 096)
Produit de cession	16			
	17	(3 736 856)		(5 041 096)
Activités de placement				
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	18	()	(
Remboursement ou cession	19			
Variation nette des placements temporaires	20			
Variation nette des autres placements à long terme	21			
	22			
Activités de financement				
Émission de dettes à long terme	23	4 680 884		651 600
Remboursement de la dette à long terme	24	(661 446 )	(	721 142)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 259 744)		2 904 215
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			
Autres				
-	27			
-	28			
	29	2 759 694		2 834 673
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie				
	30	97 831		202 081
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice				
	31	318 378		116 297
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice				
	32	416 209		318 378

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

L'ensemble des éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers de la Ville.

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

C) Actifs financiers

S.O.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 à 5 %
Bâtiments	5 %
Véhicules	5 à 10 %
Machinerie, outillage et équipement	5 %
Ameublement et équipement de bureau	2 à 2,5 %
Oeuvres d'arts	100 %

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables

Paielements de transfert

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des paiements de transfert, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le 1er janvier 2013, la Ville a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », traitant de la comptabilisation des paiements de transfert. Le chapitre SP 3410 exige que les transferts soient comptabilisés comme charges et revenus, selon le cas, lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf lorsque le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif pour le bénéficiaire.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a eu les incidences suivantes sur les résultats et la situation financière de la Ville au 31 décembre 2013 et pour l'exercice terminé à cette date :

Réduction d'une subvention à recevoir du gouvernement de 151 174 \$ et réduction d'une subvention d'investissement de 151 174 \$.

Recettes fiscales

Le CCSP a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des recettes fiscales, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Ainsi, le 1er janvier 2013, la Ville a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3510, « Recettes fiscales », traitant de la comptabilisation des recettes fiscales. Le chapitre SP 3510 exige que les recettes fiscales soient comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles répondent à la définition d'un actif, qu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les résultats et la situation financière de la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	283 550	202 874
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	870 479	900 065
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	589 080	917 293
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	246 856	252 477
Organismes municipaux	8	32 637	117 114
Autres			
- Autres	9	119 700	182 050
-	10		
	11	1 858 752	2 368 999
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		438 884
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		438 884
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	111 027	106 064
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	20 200	20 200
Autres placements	23		
	24	20 200	20 200
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()
	27	()
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	41 764
Autres régimes (REER et autres)	31	40 777
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	40 777
	41 764	40 777
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	680 714
Salaires et avantages sociaux	38	26 444
Dépôts et retenues de garantie	39	470 091
Provision pour contestations d'évaluation	40	450 452
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus à payer	42	50 566
- Subvention à payer - mam	43	85 393
- Autres	44	1 250
-	45	
-	46	
	47	1 314 458
		1 124 746
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	8 464
Transferts	49	9 808
Autres		
- Revenus de projets	50	22 892
-	51	47 496
	52	31 356
		57 304
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne		1,35	4,90	2014	2018	53	5 498 600
Obligations et billets en monnaies étrangères						54	
Gains (pertes) de change reportés						55	
						56	
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises						57	8 555
Organismes municipaux						58	16 101
Obligations découlant de contrats de location-acquisition						59	434 484
Autres						60	14 000
						61	5 955 639
							1 936 201
Frais reportés liés à la dette à long terme						62()
						63	5 955 639
							1 936 201

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2014	64	72	699 100	80	95 117	89	7 000	97	801 217
2015	65	73	715 455	81	98 128	90	7 000	98	820 583
2016	66	74	600 000	82	101 238	91		99	701 238
2017	67	75	511 700	83	104 451	92		100	616 151
2018	68	76	475 900	84	35 550	93		101	511 450
2019 et +	69	77	2 505 000	85		94		102	2 505 000
	70	78	5 507 155	86	434 484	95	14 000	103	5 955 639
Intérêts et frais accessoires				87(	)			104()
	71	79	5 507 155	88	434 484	96	14 000	105	5 955 639

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	5 806 106	138	453 741	165		192	6 259 847
Eaux usées	111	6 550 467	139		166		193	6 550 467
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 553 261	140	68 711	167		194	2 621 972
Autres	113	1 275 927	141		168		195	1 275 927
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	2 567 090	143	11 312	170		197	2 578 402
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 872 526	145	540 940	172		199	2 413 466
Ameublement et équipement de bureau	118	258 690	146	3 321	173		200	262 011
Machinerie, outillage et équipement divers	119	315 704	147		174		201	315 704
Terrains	120	354 910	148		175		202	354 910
Autres	121	151 700	149	1 002	176		203	152 702
	122	<u>21 706 381</u>	150	<u>1 079 027</u>	177		204	<u>22 785 408</u>
Immobilisations en cours	123	<u>7 995 684</u>	151	<u>2 657 829</u>	178		205	<u>10 653 513</u>
	124	<u>29 702 065</u>	152	<u>3 736 856</u>	179		206	<u>33 438 921</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 759 197	153	156 496	180		207	2 915 693
Eaux usées	126	3 024 057	154	163 762	181		208	3 187 819
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	888 874	155	63 363	182		209	952 237
Autres	128	356 955	156	31 898	183		210	388 853
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 266 662	158	64 460	185		212	1 331 122
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 217 930	160	91 253	187		214	1 309 183
Ameublement et équipement de bureau	133	227 013	161	5 563	188		215	232 576
Machinerie, outillage et équipement divers	134	228 960	162	10 738	189		216	239 698
Autres	135	<u>151 700</u>	163		190		217	<u>151 700</u>
	136	<u>10 121 348</u>	164	<u>587 533</u>	191		218	<u>10 708 881</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>19 580 717</u>					219	<u>22 730 040</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223	501 884	225		227	501 884
Amortissement cumulé	221	()	224	(25 094)	226	()	228	(25 094)
Valeur comptable nette	222						229	<u>476 790</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	29 091	19 960
	233	29 091	19 960
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	29 091	19 960
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236		789
Frais reportés			
- Frais de refinancement	237	47 062	10 132
-	238		
	239	47 062	10 921
Note			

18. Obligations contractuelles

La ville est engagée d'après des contrats de déneigement et d'enlèvement des ordures ainsi que de l'entretien du site d'enfouissement, échéant en 2014, à verser une somme totale de 89 816 \$.

La ville s'est engagée d'après une entente avec Escalpe Gaspésie à verser une somme de 25 000 \$ pour le prochain exercice.

La ville s'est engagée à verser une somme de 5 000 \$ pour l'aménagement de deux parcs récréatifs scolaires municipaux, pour le prochain exercice.

La ville s'est engagée dans des travaux de mise en normes des installations de production d'eau potable pour un montant de 6 691 000 \$. Le projet est financé à même des subventions gouvernementales de 4 780 000 \$ et le solde par emprunt. Les coûts engagés au 31 décembre 2013 s'élèvent à 5 106 907 \$.

L'Office d'habitation de Percé, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2013, les réclamations pendantes contre la ville s'élèvent à 45 000 \$.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, en tout ou en partie, la ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Augmentation du surplus suite à un remboursement de taxes de 20 172 \$ d'années antérieures, d'un encaissement de subvention de 2012 au montant de 6 178 \$ et de la radiation d'une retenue de garantie de 1 500 \$ pour un total de 27 850 \$. En diminution de ce montant, annulation de chèque NSF de 800 \$, redressement des comptes à recevoir et des ventes pour taxes pour un total de 21 427 \$. Le résultat de ces ajustements correspond à une augmentation du surplus de 5 623 \$.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 608 387	1 137 185
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 601 849	446 788
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	4 (3 279 910)	(4 798 720)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 16 655 125	17 964 224
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 14 585 451	14 749 477

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Budget 2013	8	70 000
- Budget 2014	9 300 000	
- Fonds de stationnement	10 7 400	7 400
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 307 400	77 400
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 162 634	206 958
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 65 595	113 518
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 12 552	12 552
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Pavillon Corporatif	34 53 668	36 360
-	35	
-	36	
-	37	
	38 294 449	369 388
	39 601 849	446 788

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres	48 () (
-	49 () (
	50 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () (
	52 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	
Investissements à financer	54 (	3 279 910) (
	55	4 798 720)
	(3 279 910)	(4 798 720)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56	22 730 040
Propriétés destinées à la revente	57	29 091
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	20 200
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61	22 779 331
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62	5 955 639
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	1 936 201
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () (
	66	438 884)
	66	5 955 639
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	1 497 317
	68	168 567
	68	6 124 206
	69	1 656 653
	69	16 655 125
		17 964 224

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la ville participent à un régime complémentaire de retraite à cotisations déterminés de type contributif qui prévoit le versement des prestations basés sur les cotisations salariales et patronales accumulées avec intérêts en fonction du rendement. La dépense de la ville correspond aux cotisations qu'elle a dû verser en considération du régime de retraite établi. La ville n'a aucune obligation relative au régime, autre que de verser sa cotisation annuelle. Actuellement, la cotisation annuelle correspond à 4% pour les salariés et de 7% pour les cadres et la ville doit verser le même montant que les cotisations prélevées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>41 764</u>	<u>40 777</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	5 955 639
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 279 910
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	3 703 196
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	5 532 353
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	5 532 353
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	5 532 353
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 532 353
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 567 500	2 511 522	2 515 181
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	150 200	150 805	153 678
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	2 717 700	2 662 327	2 668 859
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	188 000	185 096	184 894
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	168 000	176 474	176 416
Matières résiduelles	13	639 000	635 084	639 402
Autres				
-	14	12 300		
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 007 300	996 654	1 000 712
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 007 300	996 654	1 000 712
	26	3 725 000	3 658 981	3 669 571

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	303 200	303 249	297 665
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	49 000	45 501	50 137
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	25 700	25 750	25 750
	31	377 900	374 500	373 552
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33	10 900	9 223	10 196
Écoles primaires et secondaires	34	59 900	57 058	56 676
	35	70 800	66 281	66 872
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	448 700	440 781	440 424
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	13 000	15 989	15 705
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	7 400	4 253	7 763
Taxes d'affaires	43			
	44	20 400	20 242	23 468
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	469 100	461 023	463 892

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	155 000	205 667
Enlèvement de la neige	58		191 867
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63	6 178	
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		16 438
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	50 000	33 824
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83	103 000	125 401
Promotion et développement économique	84	51 200	202 615
Autres	85		11 815
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	1 000	
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	1 159	
Autres	88		12 875
Réseau d'électricité	89		
	90	359 200	561 011

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	(151 174)	982 585
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	(151 174)	982 585

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	268 100	268 169	446 241
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	248 500	260 672	194 060
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	516 600	528 841	640 301
TOTAL DES TRANSFERTS	139	875 800	856 526	2 183 897

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	5 500	30 164	13 446
Sécurité publique	183	2 000		
Transport				
Réseau routier	184	62 600	107 445	79 700
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	12 500	36 420	76 410
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 000	19 141	18 972
Loisirs et culture	193		3 467	
Réseau d'électricité	194			
	195	83 600	196 637	188 528
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	83 600	196 637	188 528
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	7 000	10 832	10 706
Droits de mutation immobilière	198	30 000	27 290	36 065
Droits sur les carrières et sablières	199	25 000	20 788	48 327
Autres	200	4 000		
	201	66 000	58 910	95 098
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	500		
INTÉRÊTS	203	77 000	146 389	142 404
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210	3 000	9 156	
	211	3 000	9 156	

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	105 400	108 044	108 044	115 253
Application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	430 500	415 638	415 638	452 268
Greffé	4	131 000	138 495	138 495	99 713
Évaluation	5	96 500	98 895	98 895	130 423
Gestion du personnel	6	11 000	608	608	
Autres	7	141 300	141 606	173 278	92 194
	8	915 700	903 286	934 958	889 851
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	222 900	220 308	220 308	194 125
Sécurité incendie	10	252 600	247 125	286 430	256 353
Sécurité civile	11	4 500	475	528	53
Autres	12	13 200	14 990	14 990	22 717
	13	493 200	482 898	522 256	473 248
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	468 500	532 579	532 579	514 533
Enlèvement de la neige	15	420 500	467 027	583 748	549 525
Éclairage des rues	16	78 000	78 915	78 915	82 854
Circulation et stationnement	17	5 000	6 288	6 288	7 942
Transport collectif					
Transport en commun	18	16 000	15 672	29 616	25 665
Transport aérien	19	23 500	23 473	23 473	22 438
Transport par eau	20				
Autres	21				4 352
	22	1 011 500	1 123 954	1 306 655	1 207 309

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	133 500	181 131	181 131	159 505
Réseau de distribution de l'eau potable	24	52 000	37 018	159 578	196 284
Traitement des eaux usées	25	206 600	215 701	113 402	329 103
Réseaux d'égout	26	22 400	18 663	51 930	70 593
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27				
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30	588 000	580 838	9 629	590 467
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	1 002 500	1 033 351	334 539	1 367 890
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	13 500	22 535	22 535	15 571
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	13 500	22 535	22 535	15 571
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	224 700	180 890	180 890	170 013
Rénovation urbaine	46	221 700	147 732	147 732	152 408
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens					
Promotion et développement économique	48	65 300	71 249	71 249	51 480
Industries et commerces	49	325 300	323 410	609	314 579
Tourisme	50	260 700	418 179	22 732	536 727
Autres	51				
	52	1 097 700	1 141 460	23 341	1 164 801
					1 225 207

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	27 500	29 238	23 708	52 946
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	15 000			15 000
Autres	59	42 244	42 244		42 244
	60	82 000	86 482	23 708	110 190
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	27 000	34 407	4 250	38 657
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	20 000	22 115		22 115
	66	47 000	56 522	4 250	60 772
	67	129 000	143 004	27 958	170 962
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	95 000	99 484		99 484
Autres frais	70	3 500	14 542		14 542
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	13 000	5 224		5 224
	73	111 500	119 250		119 250
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74		587 533 (	587 533)	
					8 902
					86 330

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Percé (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Percé a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Raymond, André, Croiset, Hubert, S. & M. C. P. L.

(1)

(1) CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A113277

DATE 2014-05-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	3 658 981
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	_____
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	_____
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	_____
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	_____
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____
	10	_____
Revenus de taxes	11	3 658 981

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	3 658 981
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	
Total partiel		4	<u>3 658 981</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	248 268	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		
		10	<u>248 268</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>3 410 713</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>162 992 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>164 650 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>163 821 300</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>3 410 713</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>163 821 300</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[2] , [0 8 2 0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	754 328	4 343 497
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	19 356	67 287
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	90 978	40 710
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	319 167	61 236
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		8 248
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 007 764	350 007
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	540 940	143 766
Ameublement et équipement de bureau	18	3 321	26 345
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20	1 002	
Autres	21		
	22	3 736 856	5 041 096

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23	754 328	4 343 497
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	19 356	67 287
Autres infrastructures	27	410 145	101 946
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	2 553 027	528 366
	34	3 736 856	5 041 096

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 899 100	4 179 000	579 500	5 498 600
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	16 101		7 546	8 555
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		501 884	67 400	434 484
Autres	6	21 000		7 000	14 000
	7	1 936 201	4 680 884	661 446	5 955 639
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	376 268	40 346		416 614
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 121 049	4 417 976		5 539 025
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 497 317	4 458 322		5 955 639
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	438 884		438 884	
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	438 884		438 884	
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	438 884		438 884	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	438 884		438 884	
	26	1 936 201	4 458 322	438 884	5 955 639
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	1 936 201	4 458 322	438 884	5 955 639

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1	30 700	30 631	40 897
Évaluation	2	95 000	97 869	129 285
Autres	3	7 000	5 071	6 728
Sécurité publique				
Police	4	10 500	10 426	4 828
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	39 500	23 473	22 438
Autres	10		15 672	11 720
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	588 000	580 838	583 786
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 600	15 562	12 290
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	20 300	20 299	15 861
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	806 600	799 841	827 833

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immobilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=	=	=
Administration générale						
Application de la loi						
Évaluation	1	27	79	105		131
Autres	2	28	98 895	106	98 895	132
	3	29	804 391	31 672	805 899	133
	4	30	934 958	30 164	904 794	134
Sécurité publique						
Police	5	31	220 308	109	220 308	135
Sécurité incendie	6	32	247 125	39 305	286 430	136
Sécurité civile	7	33	475	53	528	137
Autres	8	34	14 990	60	14 990	138
	9	35	482 898	39 358	522 256	138
Transport						
Réseau routier	10	36	532 579	62	532 579	140
Voirie municipale	11	37	467 027	116 721	583 748	141
Enlèvement de la neige	12	38	85 203	64	85 203	142
Autres	13	39	39 145	65	53 089	143
Transport collectif	14	40		66		144
Autres	15	41	1 123 954	130 665	1 254 619	145
	16	42	181 131	68	181 131	146
	17	43	37 018	159 578	196 596	147
	18	44	215 701	113 402	329 103	148
	19	45	18 663	51 930	70 593	149
	20	46		72		150
	21	47	580 838	9 629	590 467	151
	22	48		74		152
	23	49		75		153
	24	50		76		154
	25	51		77		155
	26	52	1 033 351	334 539	1 367 890	156
	27	53		78		157
	28	54		79		158
	29	55		80		159
	30	56		81		160
	31	57		82		161
	32	58		83		162
	33	59		84		163
	34	60		85		164
	35	61		86		165
	36	62		87		166
	37	63		88		167
	38	64		89		168
	39	65		90		169
	40	66		91		170
	41	67		92		171
	42	68		93		172
	43	69		94		173
	44	70		95		174
	45	71		96		175
	46	72		97		176
	47	73		98		177
	48	74		99		178
	49	75		100		179
	50	76		101		180
	51	77		102		181
	52	78		103		182
	53	79		104		183
	54	80		105		184
	55	81		106		185
	56	82		107		186
	57	83		108		187
	58	84		109		188
	59	85		110		189
	60	86		111		190
	61	87		112		191
	62	88		113		192
	63	89		114		193
	64	90		115		194
	65	91		116		195
	66	92		117		196
	67	93		118		197
	68	94		119		198
	69	95		120		199
	70	96		121		200
	71	97		122		201
	72	98		123		202
	73	99		124		203
	74	100		125		204
	75	101		126		205
	76	102		127		206
	77	103		128		207
	78	104		129		208
	79	105		130		209
	80	106		131		210
	81	107		132		211
	82	108		133		212
	83	109		134		213
	84	110		135		214
	85	111		136		215
	86	112		137		216
	87	113		138		217
	88	114		139		218
	89	115		140		219
	90	116		141		220
	91	117		142		221
	92	118		143		222
	93	119		144		223
	94	120		145		224
	95	121		146		225
	96	122		147		226
	97	123		148		227
	98	124		149		228
	99	125		150		229
	100	126		151		230
	101	127		152		231
	102	128		153		232
	103	129		154		233
	104	130		155		234
	105	131		156		235
	106	132		157		236
	107	133		158		237
	108	134		159		238
	109	135		160		239
	110	136		161		240
	111	137		162		241
	112	138		163		242
	113	139		164		243
	114	140		165		244
	115	141		166		245
	116	142		167		246
	117	143		168		247
	118	144		169		248
	119	145		170		249
	120	146		171		250
	121	147		172		251
	122	148		173		252
	123	149		174		253
	124	150		175		254
	125	151		176		255
	126	152		177		256
	127	153		178		257
	128	154		179		258
	129	155		180		259
	130	156		181		260
	131	157		182		261
	132	158		183		262
	133	159		184		263
	134	160		185		264
	135	161		186		265
	136	162		187		266
	137	163		188		267
	138	164		189		268
	139	165		190		269
	140	166		191		270
	141	167		192		271
	142	168		193		272
	143	169		194		273
	144	170		195		274
	145	171		196		275
	146	172		197		276
	147	173		198		277
	148	174		199		278
	149	175		200		279
	150	176		201		280
	151	177		202		281
	152	178		203		282
	153	179		204		283
	154	180		205		284
	155	181		206		285
	156	182		207		286
	157	183		208		287
	158	184		209		288
	159	185		210		289
	160	186		211		290
	161	187		212		291
	162	188		213		292
	163	189		214		293
	164	190		215		294
	165	191		216		295
	166	192		217		296
	167	193		218		297
	168	194		219		298
	169	195		220		299
	170	196		221		300
	171	197		222		301
	172	198		223		302
	173	199		224		303
	174	200		225		304
	175	201		226		305
	176	202		227		306
	177	203		228		307
	178	204		229		308
	179	205		230		309
	180	206		231		310
	181	207		232		311
	182	208		233		312
	183	209		234		313
	184	210		235		314
	185	211		236		315
	186	212		237		316
	187	213		238		317
	188	214		239		318
	189	215		240		319
	190	216		241		320
	191	217		242		321
	192	218		243		322
	193	219		244		323
	194	220		245		324
	195	221		246		325
	196	222		247		326
	197	223		248		327
	198	224		249		328
	199	225		250		329
	200	226		251		330
	201	227		252		331
	202	228		253		332
	203	22				

**ANALYSE DU CÔUT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Charges avant amortissement	Amortissement des immo- bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=	=	
Santé et bien-être						
Logement social	157 22 535	172 167	202 22 535	217	22 535	232
Sécurité du revenu	158	173	203	218		233
Autres	159	174	204	219		234
	160	175	205	220	22 535	235
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	161 180 890	176 191	206 180 890	221 19 141	161 749	236 12 226
Rénovation urbaine	162 147 732	177 192	207 147 732	222	147 732	237
Promotion et développement économique	163 812 838	178 23 341	208 836 179	223	836 179	238
Autres	164	179	209	224		239
	165	180	210	225	1 145 660	240
Loisirs et culture						
Activités récréatives	166 86 482	181 23 708	211 110 190	226 3 467	106 723	241
Activités culturelles	167 34 407	182 4 250	212 38 657	227	38 657	242 1 754
Bibliothèques	168	183	213	228	22 115	243
Autres	169 143 004	184 27 958	214 170 962	229 3 467	167 495	244 1 754
	170	185	215	230		245
Réseau d'électricité						
	171 4 850 488	186 587 533	216 5 438 021	231 196 637	5 241 384	246 119 250

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 736 856	5 041 096
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 736 856	5 041 096

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 137 185	1 099 563
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	5 724	(10 697)
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 142 909	1 088 866
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	155 536	508 323
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(145 280)	(110 046)
Activités d'investissement	6	(244 778)	(279 958)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(300 000)	(70 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(534 522)	48 319
Solde à la fin de l'exercice	12	608 387	1 137 185
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	77 400	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		7 400
Solde redressé au début de l'exercice	15	77 400	7 400
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(70 000)	
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	300 000	70 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	230 000	70 000
Solde à la fin de l'exercice	22	307 400	77 400
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	369 388	228 417
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(7 400)
Solde redressé au début de l'exercice	25	369 388	221 017
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	140 767	148 371
Activités d'investissement	27	(215 706)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(74 939)	148 371
Solde à la fin de l'exercice	31	294 449	369 388

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Autres	40 ()	()
	41 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42 ()	()
	43 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	44	
	45	
	46	
Solde à la fin de l'exercice	47 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	48 (4 798 720)	(1 500 534)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	
Solde redressé au début de l'exercice	50 (4 798 720)	(1 500 534)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	51 1 518 810	(3 298 186)
Affectations et virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
	52	
Excédent de fonctionnement affecté		
	53	
Réserves financières et fonds réservés		
	54	
	55 1 518 810	(3 298 186)
Solde à la fin de l'exercice	56 (3 279 910)	(4 798 720)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	57 17 964 224	13 299 265
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58 (100)	
Solde redressé au début de l'exercice	59 17 964 124	13 299 265
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
	60	
Excédent de fonctionnement affecté		
	61	
Variation résiduelle de l'exercice	62 (1 308 999)	4 664 959
Solde à la fin de l'exercice	63 16 655 125	17 964 224

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u> </u>
	5	<u>500 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7	8
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements de Activités de fonctionnement	Règlements d'emprunt fermés Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
Montant non réservé	12 552							12 552
Montant réservé pour le service de la dette								
	12 552							12 552

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales****Du 100 \$ d'évaluation**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 4 0 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 4 0 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 4 5 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 1 5 0 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 2 , □ 8 0 0 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 1 , □ 4 0 0 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	[2 | 0 | 0] , [0 | 0] \$
Égout	2	[2 | 4 | 0] , [0 | 0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[2 | 4 | 0] , [0 | 0] \$
Matières résiduelles	5	[2 | 7 | 0] , [0 | 0] \$
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	[] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Aqueduc et égout	,2000	1	
Traitement des eaux usées- Percé	,0800	1	
Assainissement des eaux- Cap d'Espoir	,4700	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	29 792	\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	7 713	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	6 200	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 137, route 132 Ouest
(no) (rue)
Percé (Québec) G0C 2L0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 782-2933
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 782-5487
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresorerie@ville.perce.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Dégarie, Caroline

Téléphone (418) 782-2933
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 782-5487
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresorerie@ville.perce.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre Soc. de comptables professionnels agréés

Adresse 107, commerciale ouest, bureau 201
(no) (rue)
Chandler (Québec) G0C 1K0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 689-2683
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 689-4674
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chretien.richard@rcgt.com

Responsable du dossier Richard Chrétien, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Caroline Dégarie , atteste que le rapport financier de Percé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-06 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Percé consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Percé détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (169 649) \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 2,0820 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-05-01 09:37:39

Date de transmission au Ministère :